

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2023-11-16-00002

arrêté préfectoral complémentaire modifiant
certaines dispositions applicables à la station
d'épuration exploitée par le syndicat mixte
d'assainissement Hydreaulys sur les communes
de Saint-Cyr-l'École et Bailly

ARRÊTÉ

**préfectoral complémentaire modifiant certaines dispositions applicables à la station
d'épuration exploitée par le syndicat mixte d'assainissement Hydreaulys sur les
communes de Saint-Cyr-l'École et Bailly**

**LE PRÉFET DES YVELINES,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L181-14, R.122-2 et R.181-46 ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROT en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°09-124/DDD du 17 septembre 2009 autorisant le Syndicat Mixte d'Assainissement de la Région Ouest de Versailles (S.M.A.R.O.V.), dont le siège social est situé 12 rue Mansart à Versailles (78000), à exploiter, à Bailly (78870) et Saint-Cyr-l'Ecole (78210), route départementale 7 – avenue de Villepreux, les installations de la station d'épuration du Carré de Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2013108-0008 du 18 avril 2013 modifié autorisant le Syndicat Mixte d'Assainissement de la Région Ouest de Versailles (SMAROV) à poursuivre l'exploitation de la station d'épuration du Carré de Réunion située sur les communes de Bailly et Saint-Cyr-l'Ecole, 7 avenue de Villepreux ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014322-0004 du 18 novembre 2014 autorisant le SMAROV à exploiter une unité de traitement de sables et de boues de curage de réseaux d'assainissement et de voiries, dans l'enceinte de la station d'épuration du Carré de Réunion ;

Vu le récépissé en date du 23 octobre 2017 donnant acte au syndicat mixte d'assainissement HYDREAULYS de sa déclaration de succession au SMAROV pour l'exploitation des installations de la station d'épuration du Carré de Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2020-02-26-009 du 26 février 2020 encadrant les modifications apportées à l'installation et prenant en compte l'évolution de l'étude de dangers concernant les stockages de produits chimiques ;

VU l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°DRIEAT-IDF 2023-0957 du 8 novembre 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

Vu l'instruction du Gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la lettre du syndicat Hydreaulys du 18 février 2021, reçue le 4 mars 2021, de transmission du porter à connaissance sur la création d'une installation photovoltaïque en toiture du bâtiment zone 6 et les compléments apportés le 16 avril 2021 et le 26 mai 2021 ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2021 actant la mise en place en toiture du bâtiment zone 6 d'une installation photovoltaïque au sein de l'usine d'épuration ;

Vu le porter à connaissance sur la mise en place d'un pilote de traitement thermique des boues transmis par le syndicat Hydreaulys par lettre du 20 avril 2022, et les compléments apportés le 21 février 2023 ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées du 24 mars 2023 actant l'implantation d'un pilote expérimental de traitement thermique des boues ;

Vu le porter à connaissance sur l'extension des installations photovoltaïques implantées en toiture des bâtiments de l'usine d'épuration transmis par le syndicat Hydreaulys par lettre du 17 août 2022 ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées du 21 octobre 2022 actant l'extension des installations photovoltaïques en toiture des bâtiments de la zone 3, 5 et 7 au sein de l'usine d'épuration ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 septembre 2023 ;

VU le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 17 octobre 2023 ;

VU le courriel du 7 novembre 2023 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires dont il a accusé réception le 24 octobre 2023 ;

Considérant que les modifications présentées par l'exploitant dans ses porters à connaissance du 26 février 2021, du 20 avril 2022 et du 17 août 2022 complétés, ne constituent pas des modifications devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications présentées par l'exploitant dans ses porters à connaissance du 26 février 2021, du 20 avril 2022 et du 17 août 2022 complétés, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications présentées par l'exploitant dans ses porters à connaissance du 26 février 2021, du 20 avril 2022 et du 17 août 2022 complétés, sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients non significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les commentaires de forme apportés par l'exploitant le 7 novembre 2023 sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 24 octobre 2023 ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'arrêté préfectoral complémentaire sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

Arrête :

ARTICLE 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Le syndicat mixte d'assainissement Hydreaulys, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 12, rue Mansart – 78000 VERSAILLES, est autorisé à poursuivre l'exploitation des installations de l'usine d'épuration Carré de réunion, sise sur le territoire des communes de Bailly et Saint-Cyr-l'École, dans les conditions du présent arrêté et des arrêtés antérieurs qui lui sont applicables.

ARTICLE 2 : Liste des installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-124/DDD du 17 septembre 2009 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation
2791.1	A	2791. Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Installation de sables et de boues de curage de réseaux d'assainissement et de voiries. Capacité de traitement 42,5 t/j

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation
2910-B.1	E	2910. Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 50 MW	2910-B.1 Installation de combustion consommant du biogaz autre que celui visé en 2910-A Une chaudière à air pour le sécheur à bande (1,2 MW) Pilote traitement thermique des boues : Une torchère (0,8 Mwth) Puissance totale de 2 MW Classement : E
2910-A.2	DC	2910. Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls	2910-A.2 Installation de combustion consommant exclusivement du gaz naturel ou du fioul Trois chaudières pour la production d'eau chaude : 3 x 1,3 MW Un groupe électrogène fioul (1,6MW) Pilote traitement thermique des boues :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation
		lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Un groupe électrogène (1MWth) Puissance totale. 6,5 MW Classement : D
4510.2	DC	4510. Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	4510.2 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie Aiguë1 ou chronique 1 : <ul style="list-style-type: none"> • Désodorisation existante : 12,2 t • Désodorisation traitement des boues : 46,2 t • Désodorisation digestion des boues : 18,3 t • Lavage membranaire : 12,2 t Total : 88,9 t Classement : D
4310-2	DC	4310. Gaz inflammables catégorie 1 et 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	4310-2 Gaz inflammables catégorie 1et 2 Gazomètres (570 m3 et 600 m3 à 20 mbar) Digesteurs (DP1 540 m3 et DP2 244 m3 à 20 mbar) Canalisation biogaz (~40 m3) Capacité de stockage de biogaz : 2,4 t Classement : D
4722	NC	4722. Méthanol (numéro CAS 67-56-1) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t – <u>seuil D</u>	4722 Méthanol Deux cuves enterrée de 25 m³ de méthanol Quantité totale 40 t Classement : NC

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation
4734	NC	4734. Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total – <u>seuil D</u>	4734 Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (dont fioul) Une cuve enterrée de 8 m³ de fuel Quantité totale 7t Classement NC

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation
1630	NC	1630. Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t – <u>seuil D</u>	Emploi ou stockage de lessive de soude la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t : 48 t
2160.1	NC	2160. Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ – <u>seuil D</u>	2160.1 Silos de produit organique dégageant des poussières inflammables Deux silos plats de boues séchées de 300 m ³ Capacité totale de stockage : 600 m³
4802-2a	NC	4802. Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (Rubrique devenue la Rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg – <u>seuil D</u>	Nouvelles pompes à chaleur contenant au total 198 kg de gaz R134

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration) DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non classée)

ARTICLE 3 :

Un chapitre 8.10 « Installations de production d'électricité à partir d'énergie solaire » est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-124/DDD du 17 septembre 2009 modifié, de la manière suivante :

« CHAPITRE 8.10 INSTALLATIONS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ A PARTIR D'ÉNERGIE SOLAIRE

ARTICLE 8.10.1 Consistance des installations de production d'électricité à partir d'énergie solaire

Les installations de production d'électricité à partir d'énergie solaire sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers de modifications transmis par courrier du 26 février 2021 et 17 août 2022 et dans les compléments apportés le 16 avril 2021 et le 26 mai 2021.

Le parc photovoltaïque est disposé sur les toitures des bâtiments situés :

- en zone 3 (bâtiment annexe du bassin de pollution)
- en zone 5 (bâtiment énergie)
- en zone 6 (bâtiment filtration membranaire)
- en zone 7 (bassin biologique)

Les implantations sont exclusivement situées en dehors du site classé de la Plaine de Versailles.

Les installations photovoltaïques sont composées au total de 1286 panneaux, pour une puissance totale installée de 462,5 kWc et répartis comme suit :

- 204 panneaux en toiture de la zone 3, pour une puissance installée de 76,5 kWc ;
- 30 panneaux en toiture de la zone 5, pour une puissance installée de 11,3 kWc ;
- 656 panneaux en toiture de la zone 7, pour une puissance installée de 246 kWc ;
- 396 panneaux déjà présents en toiture de la zone 6 (filtration membranaire), pour une puissance installée de 128,7 kWc.

Les panneaux sont installés par groupe de 4 à 8 unités, sur une structure en polypropylène lestés et inclinés de 13 degrés par rapport au sol. Chaque groupe présente une pente inversée par rapport au précédent. Ils atteignent une hauteur de 34 cm maximale par rapport au sol ou aux poutres métalliques.

Les onduleurs sont tous positionnés en toiture des bâtiments dans les renforcements de la toiture, invisibles des alentours. Au total, 5 onduleurs sont installés et reliés au TGBT des zones concernées :

- 1 onduleur d'une puissance maximale DC admissible de 110 kWc et bridé à 77 kWc, localisé en toiture de la zone 3,
- 1 onduleur d'une puissance maximale DC admissible de 30 kWc, localisé en toiture de la zone 5,
- 1 onduleur d'une puissance maximale DC admissible de 165 kWc, localisé en toiture de la zone 6,
- 2 onduleurs d'une puissance maximale DC admissible de 2 x 110 kWc, localisés en toiture de la zone 7.

La production est consommée directement sur le site (autoconsommation de la production de l'installation photovoltaïque).

ARTICLE 8.10.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant respecte en toutes circonstances les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations de production d'électricité à partir d'énergie solaire comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané (y compris un arrêt pour travaux de modification ou entretien) de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions des arrêtés.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Ces consignes à jour sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable.

L'exploitant contrôle régulièrement (minimum annuellement), l'intégrité des panneaux photovoltaïques et des installations électriques (notamment les câbles) connectées à ces panneaux. Ces contrôles sont consignés dans un support dédié.

consultable à tout moment et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité des unités de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité des unités de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.10.3 Consignes d'intervention

L'exploitant établit des consignes précises dans une fiche d'intervention pour :

- la gestion des alarmes,
- les opérations à mener en cas d'incendie et les risques résiduels,
- l'accueil des secours,
- les modalités d'accès aux installations,
- la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs.

Cette fiche est intégrée au Plan d'opération Interne (POI) et communiquée au service de secours avant raccordement final de l'installation photovoltaïque au TGBT.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

ARTICLE 8.10.4 Prévention des risques pour les installations de production d'électricité à partir d'énergie solaire

ARTICLE 8.10.4.1 Implantation des unités de production

Les unités de production seront signalées par une signalisation spécifique afin de spécifier le risque en toiture en particulier :

- sur les accès principaux aux toitures,
- à proximité immédiate des onduleurs,
- tous les 5 m sur les chemins de câbles DC entre les boîtes de raccordement des principaux ensembles et les onduleurs,
- au-dessus des dispositifs principaux de coupure d'urgence.

Les principaux composants constituant l'installation photovoltaïque sont identifiés et repérés par des étiquettes facilement visibles et fixées d'une manière durable en correspondance avec les plans et schémas de l'installation :

- Boîtiers de jonction et coffret DC avec, sur le coffret DC, une étiquette portant la mention « Coupure d'urgence entrée onduleur » en lettres rouges sur fond jaune ;
- Tenant et aboutissant des câbles DC et AC, avec repérage des polarités pour les câbles DC ;
- Onduleurs ;
- Dispositifs de protection et de sectionnement ;
- Disjoncteurs de branchement ;
- Dispositifs de coupure d'urgence ;
- En tête des installations photovoltaïques, à proximité des interrupteurs-sectionneurs généraux AC, une étiquette portant la mention « Sectionnement général – Installation photovoltaïque », complétée d'une étiquette portant la mention « Coupure d'urgence sortie onduleur » en lettres rouges sur fond jaune ;

Les plans d'intervention des bâtiments seront mis à jour avec les installations photovoltaïques, y compris les accessoires (onduleur, arrêts d'urgence...) et les nouveaux moyens d'extinction mis en œuvre (extincteurs ABC).

ARTICLE 8.10.4.2 Supervision

Les installations photovoltaïques sont équipées d'un moyen de monitoring moderne. Ce système est raccordé à la supervision afin de disposer d'un report d'information en continu et, le cas échéant, l'alerte vers l'astreinte 24h/24 365j/an des défauts susceptibles de générer un risque particulier (incendie ...).

ARTICLE 8.10.4.3 Dispositifs de coupure d'urgence

L'exploitant met en place des dispositifs (type coupure d'urgence des circuits AC et DC) pour éviter en toute circonstance le risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Ces dispositifs sont positionnés au plus près de la chaîne photovoltaïque.

Les moyens de coupure d'urgence de l'installation photovoltaïque, assurés par l'intermédiaire d'une action télécommandée, sont implantés au même endroit que les moyens de coupure générale électrique des bâtiments, à proximité immédiate de l'accès des bâtiments :

- en façade Nord du bâtiment 3, pour les installations photovoltaïques en toiture de la zone 3,
- dans la galerie Nord/Sud près de la porte Sud du bâtiment énergie (zone 5), pour les installations photovoltaïques en toiture de la zone 5,
- dans le hall central près de la porte principale du bâtiment de traitement membranaire (zone 6), pour les installations photovoltaïques en toiture des zones 6 et 7.

La coupure d'urgence entraîne l'isolement du circuit AC dans le TGBT et du circuit DC en amont des onduleurs sur la toiture. L'ordre d'actionnement des coupures d'urgence (coupure générale du bâtiment / coupure photovoltaïque) ne génère aucun risque particulier, des tests sont menés à cet effet lors de la mise en service.

Les onduleurs et/ou le coffret DC disposent d'un voyant permettant d'attester de la coupure effective des circuits AC et DC.

Les moyens de coupure d'urgence de l'installation photovoltaïque sont complétés de coupures actionnables manuellement, au plus près des modules, et permettant d'isoler les groupes de modules entre eux.

ARTICLE 8.10.4.4 Plan schématique

Un plan schématique des installations photovoltaïques est apposé à proximité immédiate des moyens de coupure d'urgence, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ce plan comporte au minimum, l'emplacement des onduleurs, des dispositifs de coupure et des commandes d'équipements de sécurité.

ARTICLE 8.10.4.5 Défense incendie

L'exploitant dispose de poteaux d'incendie permettant d'assurer un débit de 180 m³/h sur trois poteaux simultanément, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation :

- le poteau incendie n°188 face au bâtiment de traitement membranaire situé en zone 6,
- les poteaux incendie n°186 et n°188 situés à proximité des bassins biologiques de la zone 7,
- le poteau incendie n°189 situé à proximité de l'accès à la toiture du bâtiment énergie situé en zone 5,
- le poteau incendie n°190 face au bâtiment annexe du bassin de pollution situé en zone 3.

Les toitures des zones 3, 5, 6 et 7 sont équipées d'extincteurs avec, a minima un extincteur à poudre ABC de 9 kg par surface de 200 m². Pour chaque toiture, l'un des extincteurs sera judicieusement positionné pour permettre également l'attaque d'un départ de feu sur l'onduleur. »

ARTICLE 4

Un chapitre 8.11 « Pilote de traitement thermique des boues » est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-124/DDD du 17 septembre 2009 modifié, de la manière suivante :

« CHAPITRE 8.11 Pilote de traitement thermique des boues

ARTICLE 8.11.1 Durée de fonctionnement du pilote de traitement thermique des boues

Le pilote de traitement thermique des boues est une installation exploitée pour une durée de 26 mois à compter de la mise en service et jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard.

L'exploitant transmet à l'inspection la date de démarrage du pilote de traitement thermique des boues dans le mois suivant sa mise en service.

ARTICLE 8.11.2 Conception et accès du pilote de traitement thermique des boues

Le pilote de traitement thermique des boues est exclusivement implanté dans la partie Ouest du bâtiment de traitement des boues de la zone 8 de l'usine d'épuration.

La torchère et le groupe électrogène sont situés dans l'angle Sud-Ouest du parvis du bâtiment de traitement des boues de la zone 8.

Le pilote est intégré dans le périmètre de l'usine et son accès s'effectue par l'entrée principale. Il bénéficie du contrôle d'accès du site en phase d'exploitation.

ARTICLE 8.11.3 Conditions d'exploitation du pilote de traitement thermique des boues

Le pilote permet de traiter 150 kg/h de boues déshydratées provenant uniquement de l'usine d'épuration et comprend les étapes de traitement suivantes :

- prétraitement des intrants
- séparation des phases
- récupération des flux sortants

Le gaz produit est brûlé en torchère après analyse.

Le liquide produit est retourné en tête de station après prélèvement et analyse. Une partie est envoyée vers des laboratoires/écoles. Si l'analyse tend à montrer un risque quelconque sur les performances épuratoires de la station, le liquide est envoyé vers des filières adaptées.

Le solide produit est analysé et des essais sont faits dans différents laboratoires/écoles. L'élimination du surplus de solide se fait dans des filières adaptées. Le solide est stocké en container avant élimination.

Le retour au sol de la partie solide est interdit.

Le pilote est mis en chauffe en début de semaine et est exploité en journée par du personnel nommément désigné. Le soir, le pilote est basculé en eau tout en étant maintenu à température. Il est arrêté à froid en fin de semaine.

Des campagnes de fonctionnement de nuit ont lieu avec présence de personnels nommément désignés. Si ces campagnes sont concluantes, un fonctionnement de nuit avec astreinte est envisagé.

Le pilote est fourni avec l'ensemble des éléments de sécurité ainsi qu'avec un contrôle commande pilotant les principaux paramètres process (débit, température, pression). Des alarmes sonores et visuelles permettent de contrôler le process.

ARTICLE 8.11.4 Gestion du pilote de traitement thermique des boues

ARTICLE 8.11.4.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels directs ou indirects de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 8.11.4.2 Consignes d'exploitation du pilote de traitement thermique des boues

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers de l'installation et des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 8.11.5 Prévention des risques

ARTICLE 8.11.5.1 Exploitation et consignes

Le pilote est conçu et exploité dans une politique globale de maîtrise des risques et en particulier toutes les dispositions sont prises pour respecter les prescriptions applicables en termes de maîtrise des risques.

Le pilote doit être pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.

L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets
- les mesures à prendre en cas de défaillances d'un système de traitement
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses
- les moyens à utiliser en cas d'incendie
- la procédure d'alerte et d'évacuation
- les procédures d'arrêt d'urgence

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables par un organisme ou des personnes compétentes. Un contrôle annuel est réalisé par un organisme ou des personnes qualifiées. L'exploitant vérifie régulièrement l'état des installations électriques.

Le pilote est tenu à l'arrêt lors des conditions extrêmes de température extérieure pour exclure le risque de rupture électrique par grand froid (seuil d'arrêt du pilote à -5°C extérieur) et par grande chaleur (seuil d'arrêt à +35°C extérieur).

ARTICLE 8.11.5.2 Mesures de sécurité

L'exploitant met en place les dispositifs suivants pour la sécurité :

- des moyens de coupure du procédé (mise en sécurité des installations): en cas de fuite de gaz inflammable (détecteurs de CH₄) ou en cas de détection incendie (détecteurs incendie). Toute détection de gaz, au-delà de 10 % de la LIE, ou toute détection d'incendie déclenche une alarme afin d'alerter le personnel présent dans ou à proximité des installations. Cette alarme est reportée au poste de supervision. L'exploitant tient à jour une liste et un plan des détecteurs et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- des moyens de surveillance de sécurité du procédé permettant une coupure automatique des moyens (chauffage, alimentation boues, etc.), indépendant des moyens de conduite du pilote (vannes de régulation de pression avec mesure de pression intégrées qui déclenchent une alarme, mesure en pression et en température du réacteur) ;
- une sécurité mécanique « disque de rupture » du procédé ;
- la présence permanente de personnel lors du fonctionnement dans une première phase d'exploitation puis télé alerte d'un agent en cas de défaillance. Par défaut, il y a une coupure électrique automatique du pilote.

- une ventilation continue des locaux : l'installation ne peut démarrer si la ventilation n'est pas en fonctionnement. Un défaut de ventilation provoque l'arrêt de l'installation et déclenche une alarme reportée au poste de supervision. Le système de ventilation dispose d'un extracteur de secours en cas de dysfonctionnement de la ventilation.

ARTICLE 8.11.6 Torchère

Le pilote de traitement thermique des boues est associé à une torchère. L'exploitant doit assurer la disponibilité et la fiabilité de la torchère et prévenir tout risque d'entrée d'air.

La torchère est équipée :

- d'un dispositif d'auto-allumage dont l'alimentation électrique est secourue ;
- d'un dispositif de contrôle de la flamme ;
- d'un dispositif de mesure de la température de combustion ;
- d'un dispositif d'arrêt flamme en pied de torchère.

L'allumage de la torchère est reporté au poste de surveillance de la station d'épuration.

Les installations sont équipées d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz brûlé. Ce dispositif est vérifié à minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée aux mairies de Saint-Cyr-l'Ecole et de Bailly, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché aux mairies de Saint-Cyr-l'Ecole et de Bailly pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://citoyens.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, les maires de Saint-Cyr-l'Ecole et de Bailly, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 novembre 2023

Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale


Delphine DUBOIS

